

# Yahoo délateur en chine? Les USA ouvrent une enquête

L'enquête, lancée par Tom Lantos, président de la Commission des affaires étrangères de la Chambre des Représentants des Etats-Unis, devra faire la lumière sur le rôle joué par Yahoo, impliqué dans [l'arrestation d'un « dissident » chinois](#), lequel a déjà été condamné à une peine de 10 ans

Les parlementaires cherchent à déterminer si oui ou non des responsables du moteur américain ont atténué leur rôle dans l'arrestation de cet internaute chinois.

*« C'est déjà suffisamment honteux qu'une riche compagnie américaine fournisse volontairement à la police chinoise les moyens de pourchasser un homme enquêtant sur la répression en Chine. Et chercher à cacher cette pratique méprisable quand le Congrès demande une explication, c'est un grave délit » , a déclaré Lantos.*

*« Pour une compagnie engagée dans l'industrie de l'information, Yahoo aura à répondre de beaucoup de pratiques secrètes » a-t-il dit.*

Shi Tao, le dissident chinois victime, âgé de 38 ans, a été condamné en avril 2006, sous le prétexte d'avoir diffusé des « secrets d'État ». En fait, il avait posté sur le Web une consigne gouvernementale chinoise, destinée aux médias, leur interdisant de commémorer l'anniversaire de la répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen [NDLR: en avril et juin 1989, 2.600 à 3000 manifestants étudiants, selon la Croix Rouge chinoise, y ont été tués, victimes de la répression militaire].

Selon plusieurs sources crédibles, la police est remontée jusqu'à ce journaliste grâce au moteur de recherche Yahoo. Lors d'une convocation au Congrès en 2005, un vice-président de Yahoo avait affirmé que sa compagnie avait divulgué les moyens d'identification du dissident « sans avoir d'information sur la nature de l'enquête » menée par la police chinoise.

Chef de la rédaction d'un journal économique de Changsha, dans le sud de la Chine, Shi Tao, a été condamné en avril 2005 à 10 ans de prison. Sa propre mère milite pour que la responsabilité de Yahoo dans cette affaire soit reconnue.

Ce dossier est particulièrement révélateur de la censure et de la répression que pratique encore le gouvernement chinois. Dans l'empire du Milieu, la liberté d'expression est encore un vain mot -ce qui ne semble pas émouvoir les grands groupes qui, le plus souvent, se contentent de livrer bataille pour tirer profit de ce vaste marché économique.